
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52617

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

REGARDS FRANÇAIS SUR LES »PASSIONS FRANÇAISES«*

»La France est cet étrange pays que son histoire divise«: cette observation dense de Mona Ozouf pourrait constituer le fil rouge qui réunit ces trois ouvrages en apparence si dissemblables. Nos trois historiens, postés sur des observatoires différents – la Révolution, l'utopie et l'enseignement chez Mona Ozouf; la République de M. Herriot pour Serge Berstein; les crises »d'appendicite aiguë« de nos trois dernières Marianne chez Michel Winock – se demandent au fond pourquoi un pays qui a sacralisé l'identité et l'unité nationales – et qui dans des domaines essentiels (administratif, linguistique, culturel entre autres) est parvenu, en grande partie du moins, à les concrétiser – se révèle aussi divisé non seulement sur le plan politique, social et religieux, mais aussi dans ses rapports avec son histoire et sa mémoire.

La cause majeure de cette interminable guerre de religion franco-française est bien entendu à rechercher du côté de la Révolution que Mona Ozouf ne cesse d'interroger depuis une vingtaine d'années. Ce sont les échos de ses recherches – jusqu' alors dispersées dans diverses revues: »Le Mouvement social«, »Les Annales«, »Le Débat« – que »L'Ecole de la France« nous propose. C'est cette réflexion centrale menée autour de trois grands thèmes récurrents – l'utopie, la mémoire et la mythologie révolutionnaires – qui confère à ce recueil d'articles sa cohérence et son originalité. L'utopie révolutionnaire, Mona Ozouf l'étudie d'en haut à travers l'ordonnancement des fêtes civiques et l'établissement du calendrier révolutionnaire, et d'en bas, par le biais de la résistance populaire – d'autant plus efficace qu'elle est souvent passive – aux tentatives maladroites de déraciner du terreau rural le calendrier grégorien et toutes les »superstitions« catholiques; Mona Ozouf dépeint avec beaucoup de finesse la stupéfaction de ces administrateurs – qui, en bons disciples des Lumières, ont cru donner au temps un cadre parfaitement rationnel – lorsque, devant la vigueur des antiques cérémonies liturgiques, ils découvrent que l'on ne construit rien de solide sur la table rase; que l'intériorisation du temps ne découle pas de la proclamation solennelle des grands principes mais d'une pratique et d'une répétition immémoriales; que l'éternité n'était pas située devant eux dans un »avenir radieux« mais derrière eux, dans cette »nuit des temps« qu'ils croyaient abolie pour toujours. L'utopie révolutionnaire, elle la traque également dans les projets architecturaux visionnaires d'un Ledoux, qui révèlent si bien l'obsession de la transparence et le fanatisme pédagogique propres aux épigones de Jean-Jacques Rousseau (Robespierre et Saint-Just entre autres).

Mona Ozouf recompose avec autant de virtuosité les jeux subtils de la mémoire et de l'oubli à l'œuvre au cours de la Révolution. Dans »Thermidor ou le travail de l'oubli«, par exemple, elle démonte de façon très neuve les enjeux politiques dont sont investies les commémorations officielles organisées par la Convention thermidorienne; en particulier la Panthéonisation – en apparence paradoxale – de Marat, opération symbolique qui permet toutes les manipulations politiques: »La fête de Marat, c'est la première célébration de la chute de Robespierre, en un sens la première fête du 9 thermidor, permise parce que »les complots de ceux qui n'aimaient pas Marat ont été découverts« (p. 95). Ajoutons que l'intronisation de Marat au Panthéon est

* Notices sur les ouvrages suivants: MONA OZOUF, *L'Ecole de la France: essais sur la Révolution, l'utopie et l'enseignement*, Paris (Gallimard) 1984, 415 p. (Bibliothèque des Histoires). SERGE BERSTEIN, *Edouard Herriot ou la République en personne*, Paris (Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques) 1985, 327 p. MICHEL WINOCK, *La Fièvre hexagonale: les grandes crises politiques: 1871-1968*, Paris (Calmann-Lévy) 1986, 428 p.

associée à l'exclusion infamante de Mirabeau du même lieu! Ce tri épineux des références historiques est réactualisé près d'un siècle plus tard – après la victoire définitive de la République – avec le choix d'une fête nationale digne de »la France nouvelle«. L'adoption du quatorze juillet apparaît ainsi comme la sacralisation de la mémoire républicaine, qui valorise la rupture salvatrice de 89, tempérée cependant par les refus de dates trop sanglantes ou trop révolutionnaires (dix août 1792, vingt et un janvier 1793) et par la valorisation de la très œcuménique Fête de la Fédération; compromis judicieux qui sera cependant violemment rejeté par la France restée hostile à la Révolution: le 14 juillet français ne sera jamais le 4 juillet américain...

Comment cette mémoire révolutionnaire, qui postule une lecture partisane et téléologique du passé, est-elle devenue une mythologie nationale largement diffusée et vulgarisée dans la société française, c'est ce que Mona Ozouf décrit excellemment dans »La Révolution à l'école«: pour les fameux »hussards noirs« la Révolution ne constitue pas seulement la rupture radicale qui fait basculer le peuple français du néant monarchique à la lumière républicaine; elle représente l'événement central autour duquel toute l'histoire nationale vient s'organiser naturellement: c'est, par exemple, à l'aune du patriotisme du Comité de Salut public, qu'est jugée la politique mise en œuvre par les grands rois et les grands ministres pour arrondir le »pré carré« national et donner à la France ses frontières »naturelles«. Cette image d'Épinal, pieusement entretenue par les manuels laïques, d'une République fraternelle et solidaire, incarnation vivante des sacro-saints principes de 89 – qui a confié à l'excellence de son système éducatif le soin de résoudre progressivement et prudemment la question sociale – s'est même incarnée pendant un bon demi-siècle dans un parti: le parti radical, et dans un homme: Edouard Herriot.

Le livre que Serge Berstein lui consacre aujourd'hui n'est pas une biographie classique mais une tentative – particulièrement réussie – de »saisir sur quel système de valeurs, sur quelles conceptions, avec quelles références, Herriot a construit l'ensemble d'idées politiques qui l'ont conduit durant sa vie, puis (d') examiner comment ces idées se muent au contact des réalités en programme et en action« (p. 10). Il démonte en particulier le mythe – bâti par Herriot lui-même dans »Jadis« et vulgarisé par le parti radical – qui transforme sa jeunesse studieuse en vivant exemple du sort brillant que la République, en mère attentive, réserve à ses enfants laborieux: d'une origine modeste, cet élève appliqué, doté d'une bourse par un inspecteur perspicace, doit à ses propres mérites la promotion sociale que représente l'entrée à l'École normale supérieure. Cet enfant doué des classes moyennes appartient à ces »couches nouvelles« dont Gambetta prédit à Grenoble, en septembre 1872 (l'année de sa naissance) qu'elles seraient les meilleurs défenseurs de la République. Herriot a lui-même parfaitement intériorisé les valeurs républicaines que l'école de Jules Ferry inculque aux petits Français et que Serge Berstein résume bien: »sympathie pour les »petits« soumis à l'oppression des puissants, confiance dans le »peuple«, au sens où l'entend Michelet, tenue pour le critère suprême de validité des actes politiques, refus de toute violence, de tout excès, d'où qu'il provienne (et la condamnation vaut pour les guerres de religion comme pour la Terreur révolutionnaire); enfin, attachement sans faille à la patrie dont la préservation est placée hors de toute discussion« (p. 20). Ce sont ces valeurs – fondées sur des références historiques puisées dans la vulgate républicaine (lutte du peuple contre l'Ancien Régime féodal, héroïsme des soldats de l'an II, combats des grands républicains du XIX^e siècle – Lamartine, Hugo, Baudin – en faveur de la Liberté, etc.) qui vont guider tout son cheminement politique et assurer à sa longue carrière sa cohérence théorique.

Examinant l'adéquation entre les valeurs qu'Edouard Herriot représente, leur capacité à résoudre les problèmes du pays et les propres aspirations des Français, Serge Berstein divise sa vie politique *grosso modo* en trois grandes périodes. Jusqu'en 1914, on relève une concordance presque parfaite entre cette France des »petits« – petits propriétaires terriens, petits boutiquiers et artisans, petits fonctionnaires – et la génération d'Herriot, composée

d'hommes politiques nés avec la République, dont l'action et les discours traduisent le primat du politique sur le social et l'économique, qui refusent tout à la fois l'utopie collectiviste et la réaction cléricale ou nationaliste, qui concilient enfin sans difficulté les exigences patriotiques de la défense nationale avec de vagues aspirations pacifiques et humanitaires.

Au lendemain de la victoire et jusqu'en 1935, une grande partie de l'opinion publique continue de faire confiance aux valeurs «républicaines» défendues par Herriot; les victoires aux élections législatives de 1924 et de 1932 le confirment. Néanmoins la réalité intérieure – inflation démesurée, luttes sociales, problèmes religieux et scolaires – et extérieure – réparations allemandes, montée des régimes autoritaires, rivalités avec les alliés de la veille, etc. – se charge de démentir rudement les certitudes inchangées du maire de Lyon. Sur le plan idéologique même, l'identification de la gauche à la République – dogme de la pensée radicale – est à présent vigoureusement contestée à gauche, non seulement par le fougueux parti communiste mais aussi par la SFIO, voire même par l'aile gauche du radicalisme animée par les Jeunes-Turcs (Jean Zay, Jacques Kayser, Pierre Mendès-France...). Qu'il gouverne avec l'appui de la SFIO, comme en 1924, ou avec celui des modérés, comme en 1932, Herriot échoue et préfère se réfugier au «perchoir» de la Chambre des députés.

De 1935 à sa mort en 1957, les valeurs qu'il symbolise apparaissent désormais «non seulement inadaptées aux problèmes fondamentaux de la France durant ces vingt années, mais encore en discordance avec les aspirations de l'opinion publique qui cherche confusément des formules politiques capables de répondre aux données du moment» (p. 315). Albert Camus exprime bien le mépris que sa personne et ses opinions inspirent à la jeune génération issue de la Résistance lorsqu'il dénonce à travers lui «la France des boutiquiers, des bureaux de tabac et des banquets législatifs» (p. 286). Néanmoins, en 1947, malgré son discrédit, Herriot, profitant du retrait du général de Gaulle, contribue à faire de la quatrième République la copie conforme de sa sœur aînée et à la vouer ainsi à l'immobilisme et à l'impuissance jusqu'à cette chute finale de 1958 qui constitue une des grandes crises politiques étudiées par Michel Winock, et auxquelles le destin du maire de Lyon est lié, parfois de façon étroite, à trois reprises. Né deux ans après la Commune, il n'assiste qu'en spectateur lointain, au cours de ses études supérieures, à l'équipée boulangiste; l'Affaire Dreyfus en revanche révèle sa vocation politique et détermine son engagement, son enracinement radical. Quant aux drames du six février 1934 et du dix juillet 1940, il en fut un des principaux acteurs et n'y brilla guère par sa clairvoyance. Sa mort en 1957 annonce en quelque sorte l'effondrement prochain d'un régime condamné depuis longtemps.

Le livre de Serge Berstein n'est pas un énième plaidoyer ou un énième réquisitoire pour ou contre Herriot; l'ouvrage de Michel Winock ne constitue pas davantage un nouveau récit de l'histoire de France de la semaine sanglante de mai 1871 au joli mai 1968. C'est une réflexion – passionnante – sur la discorde endémique qui sévit chez les Français et les pousse à se battre, le plus souvent les insultes à la bouche, parfois aussi hélas les armes à la main. On peut certes discuter le choix des huit grandes crises politiques retenues par Michel Winock et regretter l'absence des troubles suscités en 1906 par les «Inventaires» dans la France profonde et des violents débats provoqués, en 1913, par le vote de la loi de trois ans – à son sujet Jean-Baptiste Duroselle n'a-t'il pas écrit que «peu de débats ont eu plus d'importance, dans l'Histoire de France, que celui des trois ans. On peut dire qu'outre le Parlement, tout le pays s'en saisit» («La France de la Belle Epoque, la France et les Français: 1900–1914», p. 372) – et, en 1954, par le rejet de la C.E.D.

Ces réserves sont cependant secondaires au regard du tableau neuf que Michel Winock nous livre de la France contemporaine. Dressant une typologie des crises, il discerne le primat de l'idéologique sur le social: tandis que les conflits politiques sont au cœur de toutes les crises, les luttes de classes sont restées limitées. Il distingue les crises mortelles pour le régime – celles de juillet 1940 et de mai 1958 – et les crises d'adaptation: celle du seize mai 1877 notamment. Il remarque enfin qu'à l'exception de la Commune, qui s'achève dans un bain de sang, la fin des

crises ne comprend que deux variantes: l'appel à l'homme providentiel – le maréchal en 1940, le général en 1958 – et l'appel aux urnes: 1877, 1968. Mais l'originalité de cet ouvrage, forcément «plein de bruit et de fureur», réside peut-être dans sa réflexion centrale autour des causes profondes de cette guerre civile permanente, «perpétuelle» selon Mauriac.

Rejetant, à juste titre, la théorie du vieux conflit des deux races fondatrices de la France – les Francs et les Gaulois – si prisée des historiens du XIX^e siècle, Michel Winock perçoit dans l'antagonisme inexpiable de deux France l'affrontement séculaire de nos deux héritages culturels: le catholicisme romain et la Révolution. Si les crises politiques contemporaines se sont révélées aussi rudes, c'est que – au moins jusqu'en 1944 – la France ne pouvait accepter la cohabitation de deux vérités aussi intransigeantes et aussi absolues l'une que l'autre. Et de rappeler que pour l'Eglise du *Syllabus* le combat politique exprime tout simplement la lutte éternelle du Bien et du Mal. Écoutons, par exemple, Mgr Pie, évêque batailleur de Poitiers, déclarer *ex cathedra* sous le Second Empire: «A nos yeux, la terre s'agite entre deux grands partis. D'un côté, le parti de Jésus-Christ et de l'Eglise; de l'autre le parti de l'Antéchrist et de l'hérésie, ou de la Révolution qui est le terme extrême de l'hérésie.» Dans cette perspective, la «divine surprise» de l'été 1940 est souvent perçue, à gauche comme à droite, comme la revanche du bedeau sur l'instituteur laïque.

Si l'intransigeance d'une Eglise ultra-montaine a en grande partie suscité le sectarisme anticlérical de la République, Michel Winock ne dissimule pas non plus les responsabilités de la «République absolue» (Odile Rudelle), qui s'est fondée et perpétuée sur l'exclusion volontaire du pouvoir d'une moitié de la France. Il trouve des formules qui font mouche – «Les militants de gauche ont toujours gardé leurs perruques» (p. 385) – pour regretter la conception religieuse et théâtrale que la Révolution a léguée à la gauche française, dont les échos vindicatifs se font entendre jusque sur les tréteaux du congrès de Valence... Néanmoins, malgré ce goût de la dramatisation rhétorique et de l'anathème verbal – aggravé par le recours automatique aux références sacrées (les grandes traditions, les grands ancêtres, les grandes dates révolutionnaires, etc.) – que tous les hommes politiques français ont reçu en partage, Michel Winock s'avoue lucidement optimiste. Il fonde sa conviction sur des arguments forts: la solidité des institutions léguées par le général de Gaulle, confirmée par l'alternance de mai 1981; l'affaiblissement progressif du poids de l'histoire dans les enjeux politiques, économiques et sociaux de la fin de ce siècle. Il est probable que la mise en scène du bicentenaire de la Révolution constituera à cet égard un test décisif. Mais, comme se le demandait Mona Ozouf à propos du premier centenaire, peut-on commémorer la Révolution?...

La volonté de dresser – sereinement, hors des concepts rigides les plus rebattus – l'inventaire de nos divergences historiques contemporaines, que partagent Mona Ozouf, Serge Berstein et Michel Winock, préoccupe également de larges secteurs de l'historiographie libérale qui, directement ou non, se réclament de Tocqueville et de Quinet, dont les actions cotées en Bourse sont aujourd'hui en forte hausse. Et ce n'est sans doute pas un hasard si «les Lieux de mémoire» de la République – jadis terrain d'élection de rudes «Batailles pour la mémoire» et d'inoubliables «Guerres franco-françaises» – constituent aujourd'hui le «Jeu de l'oie» favori de nos chercheurs¹.

1 Les Lieux de mémoire sous la direction de Pierre NORA: t. 1 La République, Paris (Gallimard) 1984 (Bibliothèque illustrée des Histoires). Gérard NAMER, Batailles pour la mémoire: la commémoration en France de 1945 à nos jours, Paris (Papyrus) 1983. Anne-Marie et Jean MAUDUIT, La France contre la France: la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1900-1906), Paris (Plon) 1984. Les Guerres Franco-Françaises: numéro spécial de Vingtième siècle, janvier-mars 1985, n° 5. Jean-Michel GAILLARD, Le Jeu de l'oie. Troubles et passions dans la France contemporaine, Paris (Lattès) 1985.